



Fédération

Syndicale

Unitaire

AQUITAINE

CTA du 4 septembre 2014

Déclaration FSU

Monsieur le Recteur,
Mesdames, messieurs les membres du CTA,

A cette rentrée, jamais autant d'élèves n'ont eu ce temps d'hésitation : laisser un blanc dans la case « profession des parents » ou marquer « chômeur », « sans travail » ou « précaire ».

La FSU n'a jamais cessé d'affirmer que les politiques d'austérité ne permettent pas de sortir de la crise, au contraire, elles nous y enfoncent.

Le réalisme nous donne malheureusement de plus en plus raison : croissance chimérique, chômage galopant, précarité exponentielle, perte du pouvoir d'achat, augmentation de la misère et des inégalités, dégradation de la protection sociale et des services publics, ... voilà le résultat des politiques menées ces dernières années.

Un changement de gouvernement aurait pu être aussi le signe d'un changement d'orientation ; il n'en est rien. Bien au contraire, le nouveau gouvernement Valls s'engage délibérément dans la même direction, celle de l'austérité pour le peuple et des privilèges renforcés pour les grandes entreprises et les organismes financiers.

Déjà, en quelques jours seulement, les attaques contre les 35h et les emplois publics, la chasse aux chômeurs plutôt que la lutte contre le chômage, la remise en cause du code du travail et de la protection sociale, l'abandon des mesures positives sur le logement social, la poursuite du gel des salaires et des pensions, le recul sur le travail du dimanche, sont autant de signes marquant la dérive toujours plus libérale de la politique du gouvernement. On comprend aisément, dans ces conditions, la « standing ovation » que le MEDEF a réservé au premier ministre.

La FSU réaffirme encore une fois que c'est l'investissement public, la revalorisation salariale, la formation, la réduction et le partage du temps de travail qui, au contraire, permettront de relancer l'économie.

Dans cette perspective, la priorité donnée à l'école demeure un enjeu fondamental. Faut-il encore s'en donner les moyens et non se contenter du discours et de limiter la dégradation engendrée par l'augmentation des effectifs.

Cette priorité nécessite des réformes ambitieuses. Elle nécessite aussi une vraie revalorisation, à la fois financière et sociale, avec une réelle amélioration des conditions d'exercice des métiers de l'éducation, seules mesures efficaces contre la crise de recrutement qui fait perdre des emplois, augmente la précarité et déstabilise les équipes.

Or, les créations de postes, même si elles marquent une relative inversion de tendance, ne compensent pas les augmentations des effectifs élèves qui vont durer jusqu'en 2025. Les taux d'encadrement se dégradent, en particulier dans les collèges et en classe de seconde. Les administratifs, pourtant indispensables au bon fonctionnement du système, sont totalement oubliés. La création des ESPE n'arrive pas à convaincre de sa justesse, surtout face aux difficultés à mettre en place des plans de formation cohérents avec les réalités multiples des néo-recrutés. Le bilan de la réforme de l'enseignement professionnel est loin d'être satisfaisant, certains aspects étant même particulièrement destructeur, comme la généralisation du contrôle continu. La réforme des rythmes scolaires dans le premier degré demeure toujours aussi dissonante, la multiplication des solutions proposées, dérogoratoires ou non, créant de fortes inégalités sur le territoire. Cette réforme n'améliore globalement pas les rapports des enfants et des parents à l'école et occulte les autres propositions, pourtant essentielles : permettre une meilleure prise en compte des difficultés et des handicaps, avoir plus de maîtres que de classes, avoir des effectifs décentes.

Le traitement fait aux stagiaires demeure préoccupant tant sur le plan de leur affectation que celui de la formation. La quantité de travail demandée, les incertitudes qui pèsent sur la formation, le déni des diplômes antérieurs et des conditions légales de recrutement ne sont pas de nature à leur permettre d'envisager une année sereine, raisonnable et rassurante pour leur avenir d'enseignant.

Nous espérons donc que les engagements pris sur le projet de socle commun de connaissances, de compétences, et de culture vont être soumis comme prévu à la consultation des collègues, dans un souci réel de prise en compte de leur opinion. Nous espérons aussi que le chantier sur les métiers va pouvoir se poursuivre

Concernant un point à l'ordre du jour, la FSU réaffirme sa revendication d'un service public national unifié de la Formation Continue. Notre revendication est aujourd'hui encore plus cruciale, la formation étant l'un des moyens essentiels de lutte contre le chômage. Encore faut-il avoir le courage politique de refuser la logique de marché qui aujourd'hui prévaut dans ce domaine !

Enfin, la FSU s'insurge contre la campagne malveillante, raciste, xénophobe et misogyne à l'encontre de notre nouvelle ministre, campagne orchestrée par les courants les plus conservateurs et les plus intégristes de notre société. Elle lui affirme ici son soutien inconditionnelle face à ces attaques. Et quelle meilleure réponse que celle qui permettrait de reprendre complètement la démarche des ABC de l'égalité dont elle a été porteuse en temps que secrétaire d'Etat aux droits des femmes ?